

**Pays** : Allemagne

**Commission** : Conseil des ministres de l'économie et des finances

**Problématique** : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19

L'Allemagne est une république fédérale constituée de 16 États fédérés, dont le chef du gouvernement est depuis 2005 la chancelière Mme Angela Merkel, présidente de la CDU, qui en est à son quatrième mandat. Le pays est le plus peuplé de l'Union Européenne avec ses 83 millions d'habitants et est une puissance économique majeure, la première d'Europe et la troisième du monde derrière les États-Unis et le Japon par son PIB nominal. Du fait de son poids démographique et économique, l'Allemagne est un acteur central de l'UE dont elle est par ailleurs membre fondateur.

Depuis quelques années, le système de libre échange sur lequel repose l'équilibre commercial mondial est remis en cause avec la montée du protectionnisme sur le marché de grandes puissances économiques telles que la Chine ou les États-Unis. Tandis que le libre échange prône la liberté de circulation de tous les biens et services entre les nations, le protectionnisme lui, désigne l'intervention de l'État, dans le but de protéger son économie interne de la concurrence d'autres États. Avec la pandémie liée à la Covid-19, les fragilités de l'hypermondialisation ont été mises un peu plus en lumière. Les difficultés rencontrées pour s'approvisionner en masque et en équipement médical par exemple, ont démontré aux pays de l'union européenne leur dépendance aux exportations de la Chine devenue grâce à son protectionnisme d'après les estimations de la Banque Mondiale, le premier pays au monde pour le PIB à parité de pouvoir d'achat (PPA), passant ainsi devant les États-Unis. La vulnérabilité des chaînes mondiales d'approvisionnement et les tensions commerciales freinent donc l'essor du libre-échange, ce qui amène les différents pays de l'UE à devoir réfléchir à un moyen de retrouver leur puissance et leur indépendance économique. Faut-il pour cela se diriger vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Pour l'Allemagne, il est indispensable de réussir à instaurer une coopération entre tous les membres de l'UE pour défendre les intérêts européens dans un monde qui évolue. En effet, au vu du poids extrêmement important que prend par exemple la Chine sur le marché mondial, elle incite les États membres à défendre leur sécurité et leur souveraineté économique en 2021. Pour ce faire, la piste d'un protectionnisme européen lui semble intéressante car elle permettrait à l'Union Européenne de retrouver une position de force économique. La délégation allemande voit le protectionnisme européen comme un moyen de renforcer les secteurs forts de l'économie de chaque pays et donc principalement, dans le cas de l'Allemagne, l'industrie automobile. Pour protéger ce secteur phare de son économie de la crise du covid-19 qui l'a fortement affecté, la délégation allemande a décidé récemment de lui allouer un budget de 5 milliards d'euros afin de le protéger et de lui permettre de poursuivre sa transition vers l'électrique. En dehors de cette décision, le pays lance depuis plusieurs années de nombreuses mesures permettant de préserver son économie. À la suite de la crise de 2008, l'Allemagne a mis en place près de 300 mesures discriminatoires souvent dans le but de soutenir l'exportation de ses entreprises, lui permettant par la même occasion de diminuer son déficit économique. Afin de protéger ses entreprises, elle a déjà mis en place une mesure lui permettant de s'opposer à toute participation de plus de 25 % par des groupes hors de l'Union européenne. La délégation allemande, pour lutter contre le monopole mondial que semble peu à peu acquérir la Chine sur le commerce international, souhaiterait imposer à la Chine des flux commerciaux équilibrés, ainsi que des règles plus exigeantes visant à cesser de défavoriser les producteurs européens. Malgré ces mesures aux allures protectionnistes, l'Allemagne demeure l'une des économies les plus ouvertes au monde, mais elle se doit aussi de veiller à ce que les conditions de concurrence restent justes.

Ainsi, l'Allemagne est favorable à la mise en place d'un protectionnisme européen qui permettrait à la suite de la crise du Covid-19, de protéger les secteurs économiques importants de chaque pays membre de l'UE et de retrouver une Europe forte face aux négociations avec les autres puissances mondiales. Cependant, étant consciente que le libre-échange s'est déjà montré très bénéfique dans le

passé pour l'Allemagne, le pays reste ouvert à des points de vue le défendant du moment qu'ils soient exprimés dans l'intérêt de chaque pays membre de l'Union Européenne